Le chef de file de l'opposition ouvre un "Front national pour la liberté" au Burundi

PANA, 14 septembre 2018 Bujumbura, Burundi - Le chef de file de l'opposition parlementaire, en même temps premier vice-président de l'Assemblée nationale, Agathon Rwaso, a annoncé vendredi, une demande d'agrément pour un nouveau parti politique auprès du ministre de l'Intérieur, le « Front national pour la liberté » (Fnl, Amizero yabarundi/Espoir des Burundais), en prévision des prochaines élections générales de 2020, indique-t-il.

Le Burundi compte déjà une trentaine d'associations à caractère politique généralement reconnues mais dont le fonctionnement normal souffre de dissidences intérieures généralisées pour le leadership, y compris le parti au pouvoir. L'opposant historique court après le pouvoir depuis les années 1990, d'abord à la tête du Front national pour la liberté du peuple Hutu (Palipehutu-Fnl), une ancienne rébellion armée dominante hutu, l'ethnie majoritaire du pays. A la conclusion d'un accord de cessez-le-feu, en 2006, M. Rwaso s'est vu dans l'obligation de changer le nom du parti pour les « Forces nationales de libération » (Fnl), ethniquement moins connotées, comme l'exige la loi fondamentale du pays. Une dissidence interne a, entre-temps, évincé l'opposant à la tête des Fnl, avant qu'il ne se meure en indigence pour se présenter aux élections de 2015. La base est néanmoins restée fidèle à l'opposant qui a drainé de grandes foules à chacun de ses meetings de campagne référendaire sur une nouvelle Constitution, en mai dernier. Les prochaines élections générales de 2020 en font un sérieux concurrent du candidat de la majorité présidentielle, de l'avis des analystes à Bujumbura. L'actuel chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a déjà annoncé qu'il ne se représentera pas en 2020 pour un quatrième mandat d'affilée, malgré une popularité toujours intacte, lui reconnaît-on chacune de ses sorties dans le Burundi profond, souvent pour des travaux dits de « développement communautaire ». On attribue généralement la crise politique persistante depuis 2015 dans le pays à la candidature du président sortant pour un troisième mandat, jugé contraire à la Constitution de l'époque qui n'en limitait qu'à deux, soutient toujours l'opposant. D'autres têtes de l'opposition, susceptibles de concurrencer sérieusement n'importe quel candidat de la majorité présidentielle, vivent en exil à l'étranger depuis la crise électorale de 2015 et n'envisagent pas de rentrer tout de suite dans le pays. Le duel qui se profile à l'horizon 2020 risque d'opposer le Crd au Fnl, si du moins ce nouveau parti venait à être agréé dans un pays où la tendance est au « parti unique », de même que M. Rwaso. Le dernier rapport enquêteur des Nations unies sur les droits humains au Burundi pointe des « violations des libertés publiques telles que les libertés d'expression, d'association, de réunion et de circulation » attribuées aux organes étatiques et au « rôle croissant » des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, les « Imbonerakure » (Ceux qui voient de loin), « dans un contexte d'embrigadement de la population destiné à faire taire toute forme d'opposition ». Les trois enquêteurs indépendants des Nations unies, Doudou Diagne du Sénégal, Lucy Asuagbor du Cameroun et François Hampson du Royaume uni ont été depuis déclarés « persona non grata » pour leur rapport jugé « diffamatoire et mensonger » sur la situation des droits de l'homme au Burundi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});